

QUELLES STRATÉGIES DE LA GAUCHE POUR RÉSOUDRE LA CRISE DE L'EURO

Quelles réponses le parti de gauche Die Linke peut-il proposer pour résoudre la crise de la zone euro et de l'économie mondiale ? Telle est la question que le parti de gauche DIE LINKE s'est posée face à la montée de l'euro-scepticisme qui porte tant sur la monnaie unique que sur l'Union européenne en tant que telle. Dans ce contexte, la Rosa-Luxemburg-Stiftung a souhaité contribuer au débat en publiant une étude réalisée par les économistes Heiner Flassbeck et Costas Lapavitsas et consacrée aux origines de la crise de l'euro et aux stratégies à adopter pour la surmonter. Vous trouverez ci-dessous une présentation de la version abrégée de cette étude. La version longue en anglais est consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://www.rosalux.de/publication/39478>.

HEINER FLASSBECK

UNE HEURE DÉCISIVE POUR L'EURO

CONCLUSIONS POLITIQUES DE L'ÉTUDE FLASSBECK/LAPAVITSAS

Saisir la dernière chance

Les résultats de l'étude intitulée *The Systemic Crisis of the Euro – True Causes and Effective Therapies*, menée par Heiner Flassbeck et Costas Lapavitsas et financée par la Fondation Rosa Luxemburg, ne laissent pas le moindre doute sur le fait que l'existence même de la monnaie unique européenne est aujourd'hui menacée. Non seulement, dès l'origine du projet, les conditions primordiales nécessaires au bon fonctionnement d'une union monétaire n'ont pas été prises en compte. La gestion de l'Union monétaire, axée avant tout sur les aspects fiscaux, n'a pas été à la hauteur de la complexité de la tâche et les principaux acteurs étaient aveuglés par leurs convictions idéologiques. En outre, depuis le début de la crise européenne, qui coïncide avec la crise du système financier mondial, la tentative de remédier à la scission de l'Union monétaire européenne a été marquée par des erreurs déterminantes. De nouveau, la focalisation sur les questions fiscales (« crise des dettes souveraines ») s'est posée en obstacle à la mise en place d'une thérapie globale et ciblée. Par ailleurs, les accusations unilatérales et clairement erronées qui renvoient la faute sur les pays débiteurs ainsi que la politique d'austérité exigée de leur part ont déclenché une crise économique dont les conséquences négatives sur les conditions de vie des populations suscitent d'ores et déjà une remise en question des systèmes démocratiques nationaux et affecteront pendant plusieurs décennies la coexistence pacifique des citoyens et citoyennes en Europe.

L'heure est déjà bien avancée, mais il n'est pas trop tard pour renverser la situation. Si l'Allemagne en tant que principal pays créancier faisait preuve de compréhension, changeait radicalement sa position et unissait ses forces à toutes les autres pour mettre en place une nouvelle stratégie, la zone euro pourrait surmonter la grave récession à laquelle elle est confrontée et sortir de la crise. Or, les jours sont comptés. En effet, les chances d'amorcer un tournant positif s'amenuisent de jour en jour tant que l'on s'accroche à l'ancienne stratégie qui a manifestement échoué. La nouvelle stratégie devrait s'articuler autour des éléments clé suivants : réduire l'écart de compétitivité des pays débiteurs (notamment par le biais d'une hausse des salaires en Allemagne), arrêter immédiatement la politique d'austérité fiscale et soutenir les pays débiteurs dans la délicate phase de transition à l'aide de crédits de la BCE, d'euro-bonds ou d'autres mesures d'aide largement inconditionnelles dans le cadre du Mécanisme européen de stabilité (MES). Il s'agira là également d'une entreprise de longue haleine. Une dizaine d'années au bas mot seront nécessaires pour instaurer une situation dans laquelle les pays débiteurs seront à nouveau en mesure de recouvrer leur autonomie économique, de générer de la croissance et de créer des emplois.

Un tournant aussi radical étant peu probable, il convient d'envisager d'autres options. Il est d'autant plus nécessaire de développer des alternatives que les pays les plus gravement touchés peuvent à peine faire face politiquement aux coûts de l'ajustement, qui représentent une menace sérieuse pour la démocratie. L'étude Flassbeck/Lapavitsas démontre qu'une union monétaire en Europe aurait pu être d'une grande utilité, même au-delà des logiques purement politiques. L'opportunité de mener une politique monétaire

commune dans un vaste espace européen recelait un potentiel énorme. Cependant, ce potentiel n'a pas été exploité. Au regard d'un processus d'ajustement imposé aux pays débiteurs qui, bien qu'extrêmement coûteux, ne garantit pas que ces pays puissent à court terme reprendre la voie d'un développement durable, la politique se heurte à des limites qui ne peuvent être ignorées.

Les gouvernements élus démocratiquement ne peuvent imposer qu'un degré de souffrances limité à leurs populations. En particulier dans le cadre d'une crise où il est devenu presque impossible d'expliquer pourquoi tel ou tel pays doit porter seul tout le fardeau, tandis que d'autres pays ou institutions ont de fait pris le pouvoir, la population n'est prête à accepter une telle situation que pour une courte durée. Toutes les crises monétaires passées ont laissé pressentir les conflits majeurs, les rébellions et le chaos potentiels qu'elles recelaient. Dans presque tous les cas, la crise n'a pu être endiguée politiquement que parce que des mesures de dévaluation des monnaies nationales ont permis un retournement économique relativement rapide et donc l'inversion des tendances prévues pour l'avenir économique du pays concerné. À l'heure actuelle, l'UME ne dispose pas de telles mesures. Aucune des mesures de politique économique imposées aux pays débiteurs par la Troïka n'est capable d'engendrer un tournant économique positif. La baisse des salaires est incontestablement contre-productive car elle nuit à l'économie nationale, qui, dans tous les pays concernés (à l'exception de l'Irlande), joue quantitativement un rôle bien plus décisif que le secteur des exportations. Les mesures inspirées de la politique économique de l'offre ne peuvent par définition pas contribuer à surmonter une baisse de la demande – et tel est l'enjeu actuel. Dans la plupart des cas, ces mesures renforcent la crise de la demande.

Accepter l'éventualité d'une sortie de la zone euro

Tôt ou tard — le temps presse dans la zone euro —, les gouvernements démocratiquement élus auront à témoigner de succès dans leurs efforts pour surmonter la crise. Il leur faudra créer des attentes positives et donner à leur population, en particulier aux jeunes, l'espoir d'un avenir meilleur. Si les gouvernements n'y parviennent pas, les marges du paysage démocratique verront leurs rangs grossir. Si la crise persiste, cela s'appliquera à tous les pays (débiteurs et créanciers) et concernera notamment les partis qui remettent en question le système monétaire, qu'ils rendent responsable de tous les maux de l'ajustement, et qui envisagent une sortie de la zone euro. Considérer, comme le font nombre de partisans du projet européen, que l'entrée dans l'Union monétaire est irréversible, serait faire preuve de naïveté. Toutes les règles sociales inventées par des hommes et des femmes sont abrogeables et sont d'ailleurs abrogées lorsqu'elles ne remplissent par leur but. Soustraire du débat politique l'éventualité d'une sortie de la zone euro, parce que l'on ne souhaite pas remettre l'Europe en question, reviendrait à faire preuve d'un angélisme irresponsable et ferait au final le jeu des eurosceptiques.

Si l'on admet raisonnablement cette éventualité, il nous faut alors réfléchir plus avant à la manière dont on peut s'accommoder des forces nationales centrifuges sans que cela n'entraîne l'effondrement définitif de l'Europe politique. Au-delà d'un certain nombre de petits problèmes techniques qui pourraient survenir si un pays sortait de la zone euro, il convient avant tout de surmonter deux obstacles principaux. Premier obstacle, des contrôles stricts des capitaux sont inévitables afin d'empêcher la fuite des capitaux et la ruée sur les banques susceptibles de se produire si un ou plusieurs pays envisagent de quitter en même temps l'Union monétaire. Le cas de Chypre a créé un précédent qui, d'une part, montre qu'une telle démarche est conciliable avec le respect des traités et des accords européens et qui, d'autre part, prouve qu'il est possible de mettre en place ce type de contrôle suffisamment vite pour prévenir la situation chaotique que suscite une telle annonce.

Deuxième obstacle, le passage à une nouvelle monnaie nationale comporte le risque que cette monnaie, si elle est soumise aux marchés de change, s'effondre dans un premier temps, ce qui rendrait la transition fort coûteuse et douloureuse. Si une dévaluation de 25 à 40 pourcent est nécessaire dans tous les pays déficitaires, une dévaluation plus forte nuirait fortement au commerce européen et, en cas de transition monétaire et de dévaluation excessive, les pays qui dépendent largement des importations connaîtraient une chute des revenus réels qui pourrait amener une situation explosive sur le plan politique. Aujourd'hui, la politique européenne a donc pour principales tâches de prévenir une dévaluation excessive, de permettre aux pays qui souhaitent rester dans l'Union européenne (ce qui sera probablement le cas de la majorité) une transition si possible indolore et d'éviter un effondrement du marché intérieur européen. Comme l'a montré l'étude Flassbeck/Lapavistas, la réactivation du Système monétaire européen (SME) semble s'imposer ici, puisqu'il offre un cadre permettant de protéger les pays sortant de la zone euro d'une dévaluation incontrôlée et de les aider à recouvrer leur compétitivité sans pour autant entraîner un effondrement de la conjoncture intérieure.

À n'en pas douter, l'Allemagne serait durement touchée si un ou plusieurs pays sortaient de la zone euro.

Puisqu'en cas de sortie programmée de l'euro, de nombreux pays (les pays d'Europe du Sud et la France) quitteraient la zone euro, l'Allemagne doit s'attendre à ce que ses structures de production extrêmement tournées vers l'exportation (la part des exportations représente plus de 50 pourcent du PIB du pays), qui se sont développées depuis la mise en place de l'Union monétaire, soient soumises à un dur ajustement. Le secteur des exportations connaîtra un net recul, et le type d'ajustement privilégié déterminera si une partie de ce recul peut être amortie par l'expansion du marché intérieur. Si l'Allemagne tentait de faire face à la baisse de sa compétitivité en réduisant de nouveau les salaires, elle s'exposerait inévitablement à une longue récession de fond et à un très fort taux de chômage. Dans ce contexte également, l'Allemagne est tenue de reconnaître les origines de la crise et notamment ses propres erreurs, et d'agir en conséquence. L'Allemagne ne sortirait pas politiquement indemne d'une nouvelle course à la compétitivité et aux parts de marché, étant donné qu'une telle course plongerait de larges pans de la population dans une situation dans laquelle ils disposeraient à peine du minimum vital.

L'Europe importe plus que l'euro

Nombre de ceux qui, à raison, croient en l'Europe dans sa conception historique d'agent qui contribue à la paix ont des difficultés à accepter l'idée que l'Union monétaire puisse être dissoute ou que certains États sortent de l'UME. Il nous faut cependant rester réalistes. En instaurant l'Union monétaire, l'Europe a probablement franchi trop tôt une étape trop audacieuse. Si l'euro pouvait être sauvé, ce serait certainement une grande réussite dont il faudrait se féliciter. Néanmoins, s'il ne peut être sauvé dans tous les États-membres, il convient de mobiliser tous les efforts politiques en vue de protéger l'Europe unie politiquement du poids de l'effondrement d'un pan de l'Union monétaire.

L'étude a montré clairement que de solides arguments économiques plaident également en faveur de l'euro. La théorie économique dominante a cependant ignoré ces arguments dès le début et les a désavoués politiquement. Les acteurs des institutions clé, telles que la Banque centrale européenne et la Commission européenne, ont eux-mêmes tenté d'édifier l'Union monétaire en se fondant sur la théorie néo-classique dominante. Cette tentative a complètement échoué. Une union monétaire construite sur les représentations monétaristes en cours au sein de la Banque centrale européenne et de la Commission européenne ainsi que sur les conceptions brutes de la concurrence entre les Nations en vogue au sein du plus grand État-membre n'a pas pu et ne pourra jamais fonctionner.

On ne peut tolérer que l'Europe se remette elle-même en question sous l'influence de représentations économiques à forte connotation idéologique. Tous ceux qui ont à cœur de sauver l'Europe comme vision politique — et tel doit être le but prioritaire — doivent prendre conscience que cela n'est possible que sur la base d'une théorie économique à la fois réaliste et progressiste. Ce n'est que si l'on comprend qu'il est indispensable de garantir que l'ensemble de la population bénéficie en toutes circonstances du progrès économique et que l'idée d'une compétition entre les nations est absurde, que l'on peut espérer voir une nouvelle vie européenne s'élever sur les ruines de l'ancien édifice.

Genève, le 29 avril 2013

Heiner Flassbeck est économiste et le fondateur de Flassbeck-Economics. Entre 1998 et 1999, il a été secrétaire d'État au sein du ministère fédéral allemand des Finances et entre 2003 et 2012 économiste en chef de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ; www.flassbeck-economics.de.

La Rosa-Luxemburg-Stiftung est l'une des six fondations politiques proches d'un parti de la République fédérale d'Allemagne. L'éducation politique constitue la mission prioritaire de la Fondation. La Rosa-Luxemburg-Stiftung est étroitement liée au parti DIE LINKE.